

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 104, Mars 2013

## Europe : mettre le peuple au poste de commande

En Europe, le chômage de masse se répand (11,9 % de la population active, avec de grandes disparités : 27 % en Grèce, 26 % en Espagne, 18 % au Portugal, 10,6 % en France ; mais 5 % seulement en Autriche et en Allemagne).

« Comment expliquer qu'après avoir promis la croissance et le bien-être pour tous, l'Union européenne soit devenue cette union d'Etats dont les dirigeants semblent désemparés, s'avèrent incapables de faire face à la crise ? », se demande André Grjebine, *Le Monde*, 7 mars). « Aussi habile, aussi nécessaire même qu'elle ait pu paraître, **la mise entre parenthèse du politique n'est-elle pas le ver dans le fruit qui a pourri la construction européenne ?** »

« Dans ce système, les gouvernements démocratiquement élus sont perçus comme des institutions démagogiques, pour ne pas dire des empêcheurs de tourner en rond. L'indépendance des banques centrales, et singulièrement de la Banque centrale européenne est devenue le symbole de ce dessaisissement des Etats. Ce n'était qu'un premier pas. Une étrange constellation s'est constituée, composée d'innombrables institutions communautaires non élues et de gouvernements nationaux. Ces derniers n'ont pas été à proprement parler dépossédés de leur pouvoir, mais ils ne peuvent l'exercer qu'à condition de suivre les normes qui leur sont imposées de l'extérieur. Cet extérieur n'est pas un pouvoir central, ni même un quelconque autocrate, mais une entité aux visages multiples, sans nom et sans contours précis ».

Les gouvernements sont invités à engager des **réformes** (sans plus de précision)... S'agirait-il de réformes fiscales, visant à réduire les inégalités ? S'agirait-il de réformes du droit du travail, visant à un meilleur partage du travail entre salariés surexploités et chômeurs ? S'agirait-il de réformes écologiques, visant à réduire notre empreinte écologique, pour réduire le réchauffement climatique de plus en plus menaçant ? Non, **les vraies questions ne sont pas posées**. « Les réformes », dans notre novlangue néolibérale, c'est la réduction des salaires, c'est la diminution des retraites, c'est la privatisation des biens communs, c'est la disparition des services publics.

Et quiconque n'accepte pas cette potion est qualifié de **populiste**. Revendiquer des droits, c'est défendre l'**assistanat**. Vouloir des impôts plus équitables, c'est s'en prendre aux **classes moyennes** (commode, cette notion très floue des classes moyennes ; chacun croit en faire partie; les ultra libéraux sont des grands défenseurs des classes moyennes...).

« Comment la droite peut-elle être entendue après avoir gouverné dix ans sans faire ces réformes et en creusant les déficits ? », demande *Le Monde* (10-11 mars) à Bruno Le Maire (UMP). Il en faut plus pour le démonter : « nous avons perdu parce que nous avons manqué d'audace. Si nous étions allés au bout de nos convictions, nous aurions eu le respect de nos électeurs ». Pas assez libéral, Sarkozy ! On allait dans le mur, mais on n'y allait pas assez vite !

« Le comportement des dirigeants français », reprend André Grjebine, « illustre bien la perversion de la politique à laquelle peuvent conduire le mélange de règles rigides et l'obsession du consensus. Nos dirigeants sont prêts à sacrifier leurs promesses électorales pour se conformer aux normes qui leur sont imposées. Les concessions ne sont plus pour eux un moyen de parvenir à leurs fins. C'est de faire toutes les concessions nécessaires pour parvenir au consensus qui est devenu leur priorité, quelles qu'en soient les conséquences... »

« Dans un système oligarchique comme celui qui prévaut au sein de l'UE, le pouvoir est suffisamment dilué pour être hors d'atteinte. **Il ne reste pour témoigner de son mécontentement que le rejet et le ricanement**. C'est ce dont viennent de témoigner les électeurs italiens, las de cet exécutant appliqué des exigences communautaires qu'a été Mario Monti. Beppe Grillo serait-il le triste avenir de l'Union européenne ? »

Il est urgent, en Europe, de placer le peuple au poste de commande (donc de mettre plus de démocratie dans les institutions), et de redéfinir le projet européen : la démocratie, la prospérité, la justice sociale, le respect de l'environnement, la paix dans le monde.

## Bonnes nouvelles

**Les députés veulent encadrer les rémunérations des dirigeants.** Encadrer les stock-options, interdire les retraites-chapeaux et introduire de nouveaux droits pour les actionnaires : c'est ce que prône un rapport parlementaire sur la gouvernance des grandes entreprises. Il propose de corriger les excès des rémunérations par une réforme de la fiscalité des hauts revenus. (*Le Monde, 21 février*).

**Les Suisses ont voté contre les rémunérations abusives des patrons.** Le texte renforce les pouvoirs des actionnaires afin d'empêcher les grands patrons de s'octroyer d'exorbitants salaires ou parachutes dorés. Le Parti socialiste veut soulever la question d'un impôt sur les bonus ; et les jeunes socialistes ont lancé une initiative afin de limiter l'écart entre bas et hauts salaires de 1 à 12. (*Le Monde, 5 mars*).

**Les Vingt-Sept s'apprêtent à plafonner les bonus des banquiers.** Les primes ne pourront pas dépasser deux fois le salaire fixe. Londres reste hostile à ce projet. (*Le Monde, 1er mars*)

**Le projet européen de taxe sur les transactions financières,** élaboré par la Commission, prévoit que la taxe concernera toutes les transactions dès lors que l'émetteur du produit, son vendeur ou son acheteur sera situé dans un des pays volontaires pour cette « coopération renforcée ». La France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne participeront au projet, de même que la Belgique, le Portugal, la Slovénie, l'Autriche, la Grèce, la Slovaquie et l'Estonie. La City freine des quatre fers. La taxe devrait rapporter 30 à 35 milliards d'euros. L'objectif est de la lancer au premier janvier 2014. (*Le Monde, 15 février*).

**Le gouvernement veut créer une « Métropole de Paris ».** La politique du logement en Ile-de-France serait confiée à cette nouvelle entité. L'objectif est d'encourager les maires de banlieue à bâtir davantage de logements. Alors que l'Ile de France est aujourd'hui un territoire émietté, le projet de loi prévoit l'obligation de créer de grandes intercommunalités de 200 000 à 300 000 habitants au minimum d'ici 2015. Ces intercommunalités seront dotées d'outils de programmation plus contraignants à travers les plans locaux d'urbanisme qui seront obligatoires. La Métropole établira un schéma de l'habitat et de l'hébergement (pour mieux répartir l'accueil des sans-abris). (*Le Monde, 5 mars*).

Le Grand Paris Express, projet de réseau de transport public (200 km de métro, 72 gares), voit son échéance reportée à 3030 [mais hélas pas question d'évoquer pour le moment, comme le souhaitait Cécile Duflot, un dézonage du réseau de transport, avec tarif unique pour toute la région] (*Le Monde, 7 mars*)

**Prévention de la récidive.** Le jury de consensus sur la prévention de la récidive installé par Christiane Taubira lui a remis son rapport. Il propose de supprimer les peines automatiques comme les peines planchers, et de créer une peine de probation sans lien ni référence avec l'emprisonnement, pour permettre « la réinsertion de la personne condamnée et la protection de la société, ainsi que celle des victimes ». Un programme individualisé imposerait au condamné différents modes de réparation – médiation, réparation du préjudice, travail d'intérêt général-, un suivi – injonction thérapeutique, stage de sensibilisation- en insistant sur les facteurs de réinsertion comme l'accès au logement, à l'emploi, aux soins.

Le jury suggère de « contreventionnaliser » certains contentieux de masse, comme les délits routiers qui constituent près de la moitié des affaires correctionnelles. Il entend supprimer la peine et la surveillance de sûreté, qui visent à garder un détenu même après la fin de sa peine, parce que la rétention, « particulièrement attentatoire aux libertés » est fondée sur une notion aussi floue que la dangerosité.

L'emprisonnement est le lot commun des récidivistes, avec des sanctions automatiques et peu de possibilité d'aménagement de la peine. Or toutes les études prouvent que les aménagements de peine sont efficaces contre la récidive. « Le taux de récidive est particulièrement élevé en matière de délits routiers et d'atteintes aux biens, alors que celui concernant les crimes les plus graves est faible ». Il ne faut donc pas concevoir une politique publique en fonction des cas extrêmes qui sont rares.

La libération conditionnelle (aujourd'hui accordée à seulement 10 % des sortants) devrait être accordée d'office et devenir le mode normal de libération des détenus. (*Le Monde, 22 février*).

## Justice et mémoire

**L'Argentine juge pour la première fois les crimes de l'opération Condor.** Pendant les années de plomb, les dictatures sud-américaines avaient joint leurs forces pour éliminer des opposants, y compris des exilés. Sur le banc des accusés, les généraux Videla (dictateur de 1976 à 1981) et Menendez (qui riait quand il dirigeait des séances de torture). Parmi les victimes, deux ministres du président chilien Allende, Orlando Letelier, assassiné à Washington, et Carlo Prats, ancien commandant en chef de l'armée chilienne ; et l'ancien président bolivien Juan José Torres. En Argentine, les hauts responsables de la dictature militaire ont longtemps échappé à la justice en bénéficiant de lois d'amnistie, qui ont été abrogées par le président péroniste Kirchner. (*Le Monde, 6 mars*). [Au Chili, en revanche, Pinochet est mort en liberté et millionnaire, et sa constitution prévaut encore, il n'y a pas eu de « travail de mémoire »].

**Jean-Claude Duvalier, « Bébé Doc », ancien président à vie d'Haïti, comparait devant ses juges et ses victimes.** (*Le Monde, 2 mars*)

## Monde

**Le monde compte un nombre record de milliardaires : 1 426.** De tels niveaux de fortune sont parfaitement injustifiables et choquants, à côté de tant de misère. Deux Français se hissent aux 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> places, Liliane Bettencourt, et Bernard Arnault. Sont-ce des bienfaiteurs de l'humanité ? Ça et là, des initiatives sont prises pour mettre un frein aux rémunérations abusives (voir plus haut : bonnes nouvelles) mais elles sont loin d'être à la hauteur du problème posé. **Le libéralisme qui mène le monde ne trouve pas en la démocratie un contrepoids suffisant.**

## Etats-Unis

**Impasse budgétaire.** Aux Etats-Unis (qui comptent 442 milliardaires sur les 1 426...), on connaît le poids des lobbies, on sait le poids considérable de l'argent sur les campagnes électorales. Les Républicains refusent d'augmenter les impôts sur les propriétaires de jets privés et autres grandes fortunes (ils ont juste, in extremis, le 31 décembre, accepté une augmentation des impôts pour les revenus de plus de 400 000 \$), ils refusent d'éliminer les avantages fiscaux des grandes compagnies pétrolières. Majoritaires au Congrès, ils sont parvenus à bloquer une bonne partie des mesures –pourtant très timorées - de plus grande justice proposées par le président Obama. Si bien que le budget fédéral se trouvera amputé de façon automatique de 85 milliards de dollars, ce qui va se traduire par le licenciement de milliers de professeurs et d'éducateurs, par la réduction des inspections sanitaires, par la réduction des horaires d'ouverture des parcs nationaux... (*Le Monde, 26 janvier*)

## Hugo Chavez

Ses prédécesseurs ignoraient la misère populaire, Hugo Chavez a réorienté la rente pétrolière du Venezuela au profit d'une vraie politique sociale. Avec un budget consacré pour plus de 43 % à la politique sociale, il a installé partout des « missions » d'éducation ou de santé dans des *barrios* miséreux. Le nombre de professeurs a été multiplié par cinq sous sa présidence. Des milliers de médecins cubains soignent gratuitement dans les quartiers les plus déshérités. Les prix des produits de première nécessité ont été totalement encadrés. Le secteur public a offert massivement des emplois. Le Venezuela est devenu le pays le moins inégalitaire d'Amérique latine. Le taux de pauvreté (moins de 2,5 \$ soit 1,9 € de revenu par jour) est tombé de 49 % en 1998 à 27 % aujourd'hui. La mortalité infantile a été divisée par deux.

Mais la rente pétrolière a dégradé la compétitivité du pays, qui importe 80 % de sa consommation.

Elu en 1998, il fait voter une constitution très démocratique ; réélu en 2000, il s'attelle aux réformes économiques ; il est écarté du pouvoir pendant 47 heures par un coup d'Etat en 2002 ; l'opposition tente de le révoquer par un référendum en 2004 : 58 % des Vénézuéliens s'opposent à son départ. Il nationalise les télécommunications et des dizaines d'entreprises. Il a été réélu en 2006 avec près de 63 % des voix, puis en octobre 2012 (55 %). (*Le Monde, 7 mars*).

## Beppe Grillo

Son programme : instauration d'un revenu minimal de 1000 €, coupes dans les dépenses militaires, retrait de l'Italie de la zone euro, réduction des salaires des hommes politiques et des financements aux partis et à la presse, Internet gratuit pour tous, réduction de la semaine de travail à 20 heures. Beppe Grillo s'est déclaré opposé au droit du sol qui permettrait aux enfants d'immigrés nés dans la Péninsule d'être Italiens ; il a déclaré que « les syndicats appartenaient au passé », et, à un militant de la formation fasciste Casa Pound, qu'il était le « bienvenu » au M5S. (*Le Monde, 21, 28 février*).

## France

**Flexisécurité.** Une alouette de sécurité, un cheval de flexibilité. Ou pour le dire comme Jean-Claude Mailly (FO): « la flexibilité, c'est maintenant, ; les droits nouveaux, c'est demain, peut-être ». Le gouvernement s'apprête à faire transcrire dans la loi l'accord national interprofessionnel (ANI) signé par le Medef et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) , contre l'avis d'une majorité des syndicats (CGT, FO, la FSU, Solidaires). S'il passe sans amendement significatif, l'ANI va malheureusement faciliter les licenciements, raccourcir les délais, compliquer les recours. Chaque fois que les licenciements ont été facilités (1986, avec la suppression du contrôle administratif de l'inspection du travail, 2008, avec la « rupture conventionnelle ») il y a eu des pics de licenciements. L'ANI ne créera pas un emploi de plus. La flexibilité, c'est l'ennemi de l'emploi. Ceux qui sont compétitifs, ce sont les salariés bien formés, bien traités, bien payés. Pas les flexibles. Pas les fragilisés. (*Politis, 28 février. Démocratie & Socialisme consacre tout un dossier à la question dans son numéro de février [information@democratie-socialisme.org](mailto:information@democratie-socialisme.org)*)

**Diesel.** Le diesel est responsable de 42 000 décès par an (troisième grand fléau, après le tabac, 70 000 morts par an, et l'alcool, 49 000). Or il bénéficie d'un régime fiscal dérogatoire qui coûte à l'Etat près de 7 milliards d'euros par an. Et les particules fines dans le diesel engendrent un surcoût de santé de 20 à 30 milliards d'euros par an (*Le Monde, 3-4, 7 mars*). [*C'est clair : il faut augmenter la taxation du gazole. Et en parallèle, mettre en place des incitations au partage des véhicules et au trafic de fret par rail. Et il faut supprimer la détaxation du kérosène*].

## Hauts de Seine

**Bagneux : la mairie fait baisser les prix du m<sup>2</sup>.** Les promoteurs signent une charte de construction par laquelle ils s'engagent à pratiquer des prix de vente inférieurs de 10 % à ceux du secteur et même à y ajouter un rabais de 10 % supplémentaires pour les primo-accédants. Un observatoire des prix sera créé pour Bagneux et les communes voisines. La charte oblige aussi les promoteurs à conserver un minimum de 70 % de logements familiaux, du T3 au T5, dans leurs constructions. Sans oublier de respecter certaines exigences de qualité et de performance énergétique.

Du côté de la pionnière Saint-Ouen, qui a mis en place sa première charte en 2004, la démarche a porté ses fruits. D'après la chambre des notaires du 93, en 2011, elle était la commune limitrophe de Paris où les prix des appartements neufs avaient le moins augmenté, 10 % seulement contre 20 % chez ses voisines. (*Le Parisien*, 22/2).

**Malakoff : un plan vélo !** La municipalité a élaboré un plan dans le but de favoriser le développement d'un moyen de transport écologique, économique et bénéfique à la santé ; ce plan comporte une « boucle des quartiers » favorisant l'accès aux services, commerces et activités de la ville ; il vise à sécuriser les déplacements à vélo des enfants, adolescents, adultes et personnes âgées ; il améliore les entrées et sorties sur Paris comme sur les autres villes limitrophes de Malakoff ; il crée de nouveaux parkings dédiés au vélo. [*A quand un plan vélo pour Montrouge ?*]

## Courrier des lecteurs

**J.V.** Merci de ces analyses. Ne faut-il pas sur le sujet de la **dette de l'Allemagne dans les années 50** tenir compte de la facilitation des choses dues aux périodes d'inflation et de croissance intenses de cette époque ? La solution plus radicale ne serait-elle pas, faute d'inflation, à réduire par pallier la dette et/ou les taux d'intérêts de tous les Etats ? Cela sera douloureux pour les financeurs d'où une progressivité à adapter pour limiter les effets secondaires.

**S.D.** : Je ne peux pas partager votre point de vue sur **l'intervention française**, où tout bien évidemment n'a pas été dit. Et poser la question de comment en sortir donne justement l'indication qu'il ne fallait pas y aller. Il y a des fois des positions de principe qui ne sont pas comprises des personnes concernées et qui ne sont pas contre elles, au contraire, si on raisonne sur le plus long terme. Pourquoi la France est intervenue en Libye, et au Mali et pourquoi pas en Syrie ou ailleurs ? C'est là qu'on peut trouver les véritables raisons des interventions militaires quelles qu'elles soient et où qu'elles soient : la défense des intérêts des entreprises, qui se mesure non pas au seul Mali mais à l'ensemble du Sahel, l'approvisionnement en énergie, la vente d'armes et dans tout cela l'intérêt des populations n'entre pas, quoiqu'on dise en ligne de compte. Et pendant qu'on parle du Mali, la guerre contre les salariés continue, puisque même quand ils manifestent pour garder leur emploi, Valls envoie les CRS... Etrange gouvernement qui ose encore s'appeler socialiste... Pour moi c'est du néo colonialisme, d'autant que le gouvernement malien en place est issu d'un coup d'Etat de moins d'un an, et qu'on l'appelle néo ou pas, le libéralisme c'est du capitalisme et c'est humanicide.

J'apprécie tout à fait votre ouverture d'esprit et la possibilité de l'échange que vous avez la tolérance de me permettre. Si je comprend bien votre démarche, vous fondez votre point de vue sur une synthèse des différents articles que vous lisez dans les journaux, ce qui à mon sens ne donne pas la possibilité d'élargir la compréhension globale d'un problème, puisque, ce n'est pas un scoop, les journalistes ne donnent que rarement la totalité des informations, occultent ce qui peut paraître comme des détails, (ce qui peut être considéré comme de la malhonnêteté intellectuelle) mais qui du coup induisent les opinions que l'on peut se forger (sincèrement) sur de fausses pistes. [*Si j'ai pris le parti de citer de nombreux articles lus dans la presse, c'est que je considère souvent qu'ils disent mieux que je ne pourrais le faire des choses que j'aimerais dire (c'est d'ailleurs ainsi que fonctionne toute la lettre "CMM" JPA)*]. Bien sûr vous citez des extraits de propos de scientifiques, mais ce n'est pas non plus forcément suffisant. C'est une question de démarche et ni les anthropologues, ni les sociologues ne peuvent avoir (pour la plupart) en raison même de la méthodologie de leur science une vision globale de la situation en tenant compte non seulement du passé et du présent, mais aussi compte tenu de ce passé et de ce présent des perspectives d'avenir... c'est une démarche d'historien que certains anthropologues et sociologues ont bien sûr, mais pas tous. Un exemple parmi d'autres : dans l'explication que la France qui dans la justification de son intervention précise qu'elle va le plus vite possible laisser la place à l'armée malienne, on oublie de nous dire, que la dite armée pratique le trafic de drogue et à plus grande échelle que les islamistes... l'armée malienne ne se prive pas (dans la mesure où on arrive à le savoir quand elle laisse la presse observer les faits) d'exactions contre la population ; autre exemple quand on dit que la France n'a pas d'intérêt au Mali, c'est faux, non seulement comme vous le soulignez, le Mali est une construction politique arbitraire, et les intérêts français se marquent dans l'ensemble de la région qui doit rester stable, pour préserver les dits intérêts et ils ont nom Areva, Elf, Bouygues, France Telecom, Vinci, Bolloré, et d'autres encore, c'est donc bien du néo colonialisme et même la poursuite, au-delà des indépendances" politiques, (et il y aurait bien des choses à dire) du colonialisme tout court ; quant aux islamistes (qu'évidemment je critique) ils sévissent aussi au Sud du pays et c'est bien parce que les problèmes de fond ne sont pas réglés, qu'ils trouvent le terrain favorable pour leur recrutement et exercer leurs pratiques barbares. Alors bien sûr la population malienne qui a subi la charia manifeste sa satisfaction (dans un premier temps) les Maliens de France sont aussi forcément contents en pensant à leur famille là-bas, mais cette guerre, contrairement à ce que l'on veut nous faire croire, ne fait que commencer, et la population n'est pas au bout de ses peines, tant qu'elle ne se prend elle-même et directement en charge. Outre cela ce n'était pas à la France seule (qui poursuit donc la politique franc-africaine, quoi qu'on en dise) d'intervenir au nom de l'humanisme mais à la seule ONU, dont c'est le rôle, tout au moins d'après ses statuts.

Mon raisonnement est le même face à la crise du capitalisme, qu'on nous présente comme une fatalité et qu'on fait subir à la population : j'étais contre et les économistes étaient quasi unanimes pour défendre l'aide accordée aux banques en 2008 (sans contrepartie) et quatre ans après, nous sommes dans la même situation, la spéculation continue de plus belle avec les licenciements boursiers qui sont un drame pour le monde du travail. En voulant toujours agir sur les conséquences et non sur les causes, force est de constater qu'on ne fait guère avancer le "smilblick". Si la France veut vraiment aider la population malienne qu'elle organise le développement sur place une économie locale et non pas ce qui a été fait et continue à se faire, comme le remarque Gilles Holder que vous citez un échange inégal au bénéfice exclusif de l'ancien colonisateur.

Excusez moi d'avoir été si longue, mais faute de pouvoir échanger de vive voix, c'est important à mes yeux d'argumenter sur le fond pour un échange sincère, honnête et j'espère fécond. Je suis abonnée au Monde diplomatique et à Mediapart (et je me permet de recommander la lecture de ce dernier média qui a l'honnêteté d'indiquer ses sources et de permettre d'accéder grâce à des sous-clefs informatiques de remonter aux origines des choses)

[*Merci de ce courriel très argumenté. Si je partage bien des choses que vous écrivez, je continue de penser que la France a bien fait d'intervenir. La situation au Mali est d'une très grande complexité, j'ai essayé de le faire comprendre, mais dans le cadre d'un éditto même élargi à deux pages (au lieu d'une d'ordinaire) on ne peut tout dire; je sais bien que l'analyse que je fais (ou l'appréciation que je porte) n'est pas partagée par toute la gauche en France; mais c'est aussi pour cela que j'ai voulu l'exprimer... la France est fortement concernée par tout ce qui se passe au Sahel, ne serait-ce que par les prises d'otages, ou les attentats comme ceux perpétrés par Mohammed Merah; l'enjeu va bien au delà des quelques intérêts économiques que la France peut avoir au Sahel, le risque est que la barbarie l'emporte (l'évolution en Egypte et en Tunisie est préoccupante...). Bien sûr l'idéal serait que le relais soit pris par l'ONU, c'est d'ailleurs ce que je crois que je se prépare; mais quand les djihadistes ont fait mouvement vers Bamako, il était urgent d'intervenir. La France avait tenté de préparer le terrain (par exemple avec le voyage en Algérie) je crois aussi que la France se méfie de l'armée malienne, et c'est la raison pour laquelle elle a fait en sorte que les armées des autres*

*pays africains interviennent sur le terrain. Oui, il faut intervenir sur les causes: le sous-développement (l'échange inégal), la drogue, ... On n'est pas sorti de l'auberge ! JPA]*

Je respecte votre point de vue ; on verra bien au fil du temps si cette intervention fut ou non une chose utile pour la population, mais j'en doute, comme à chaque fois que la France est intervenue. Comme je ne détiens pas la vérité, seul l'avenir pourra éclaircir la position des uns et des autres. Ce que je crois profondément, c'est qu'en n'agissant que sur les conséquences d'une situation dans laquelle la France a largement sa part de responsabilité, et en oubliant donc les causes, ça ne peut pas faire prendre conscience à la population malienne de l'impératif qu'elle a de trouver dans leur pays, les moyens de vivre de leurs activités et non de continuer à favoriser ceux de l'ex-colonisateur. (et plutôt que d'envoyer dans l'immigration avec les conditions que l'on sait la plupart du temps, les forces vives de leur pays pour permettre la survie sur place par l'envoi d'une part de leur salaire) ; en se satisfaisant de la seule intervention militaire, la population continue le néo colonialisme ; j'aurais pu être d'accord avec l'intervention si dans le même temps et même en amont la France aidait la population en mettant en place une économie locale permettant de vivre localement et pas d'exporter les matières premières et vendre les produits finis (l'échange inégal) ou de favoriser les entreprises du CAC 40 - c'est seulement de cette façon que la population ne se jettera pas dans les bras de l'islamisme avec tous les excès qu'on connaît et la fabrication des Mohammed Merah ; l'islamisme se développe sur le terreau de la misère et de l'exploitation ; c'est bien pour cela que l'ensemble se pense dans une remise en cause globale de notre système économique qui est humanicide et de notre démocratie au rabais, qui n'est qu'une oligarchie de l'argent. Alors oui on n'est pas sorti de l'auberge tant qu'on en restera à justifier ce qui m'apparaît comme l'injustifiable, soutenir une armée corrompue pratiquant les mêmes exactions (à quelque chose près) que les islamistes ; j'opte pour des positions de principe, quitte à être à contre courant et je travaille essentiellement sur la prise de conscience, je pense que tout ce qui peut entacher cette prise de conscience quelles que soient les raisons (valables ou pas dans un premier temps) ne peut pas servir les idéaux que vous et moi nous défendons avec notre tête et notre cœur.

Sur le site <http://local.atac.org/atac92/spip.php?rubrique152> on peut lire d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.